

## Quoi de neuf, docteur ?

Au Canada, nous avons **une économie à deux volets**. Plusieurs collectivités sont en pleine croissance tandis que d'autres s'effondrent.

Dans certaines villes ou certains quartiers, il y a des files d'attente devant les restaurants. Ailleurs, c'est devant les banques alimentaires que les gens font la queue.

Le nombre et la valeur des maisons sont à la hausse dans plusieurs régions. Ailleurs, ils sont en chute libre.

D'un côté, il y a plus d'emplois et moins de pauvreté. De l'autre, moins d'emplois et plus de pauvreté.

Depuis les 25 dernières années, plusieurs collectivités s'enrichissent de plus en plus alors que d'autres s'appauvrissent. Les pauvres doivent fonctionner avec **beaucoup moins** que les autres : moins de travail, moins de revenu, moins de sécurité et moins de santé.

Personne ne veut que cela continue. Mais qu'est-ce qui pourrait faire changer les choses dans les collectivités plus pauvres ?

Demandons donc à quelques docteurs en économie fort célèbres quels traitements ils pourraient prescrire. Nous avons déjà fait connaissance avec **Adam Smith, Herbert Spencer, John D. Rockefeller** et **Milton Friedman** dans le Guide de la personne avertie n° 1 (« À l'origine du problème »).

Éliminez les barrières au commerce – cela devrait suffire.

Je recommande de ne pas entraver la poursuite de l'intérêt personnel.

Une bonne dose de concurrence serait de mise.

Donnez-leur un bon coup de pouvoir corporatif, c'est ce que j'en pense.

Voilà justement le genre de traitement que subissent aujourd'hui les collectivités pauvres. Brancardiers, amenez le patient ...



Friedman

Rockefeller

Spencer

Smith

# Mesures d'urgence



C'est **de l'industrie** dont a besoin le patient. Ce qui est bon pour l'industrie est bon pour l'ensemble de la communauté; ce qui est mauvais pour l'industrie nuit à la croissance de la communauté. Avec une grosse manufacture ou un gros moulin, notre ami se remettra en un rien de temps.

**Gouvernement** – cela remettra la collectivité sur pied. Les gouvernements fédéral et provincial peuvent encourager les industries à s'installer dans la région ou à prendre de l'expansion. Le patient se portera beaucoup mieux.

Investissez dans **les petites entreprises** ! Si plus de personnes ont leur propre entreprise qui fonctionne bien, les collectivités ne dépendront plus des programmes gouvernementaux et des grandes entreprises.

Cette façon de voir les choses pourrait se définir comme **la perspective industrielle**. Une ou deux grosses entreprises servent de « moteur » à l'économie de la collectivité. Elles créent des emplois en embauchant et en achetant des produits et des services. Les employés dépensent leur salaire et créent ainsi de nouveaux emplois. De plus, les grandes entreprises paient des taxes.

Mais soyons réalistes la priorité d'une grande entreprise est de réaliser des profits et pas d'aider les collectivités les plus pauvres. Une mine ou un moulin qui s'installe dans une région va souvent embaucher son personnel et acheter son matériel ailleurs. Plus une communauté a besoin d'aide, plus il y a de risques d'y rester. Si la mine ou le moulin ferme ses portes, c'est le problème de la communauté pas celui de la compagnie. Le problème est encore plus grave si les activités de l'industrie ont détruit l'environnement.

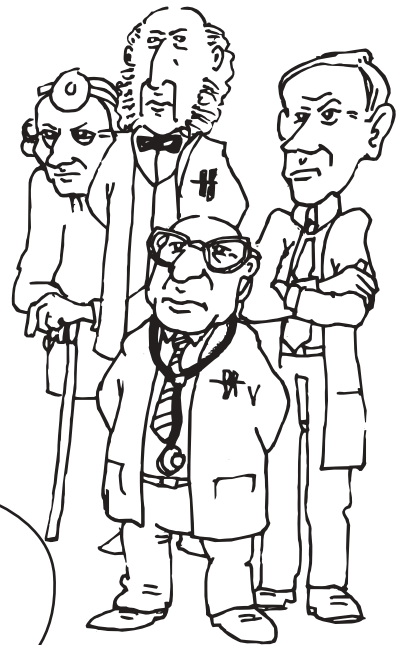
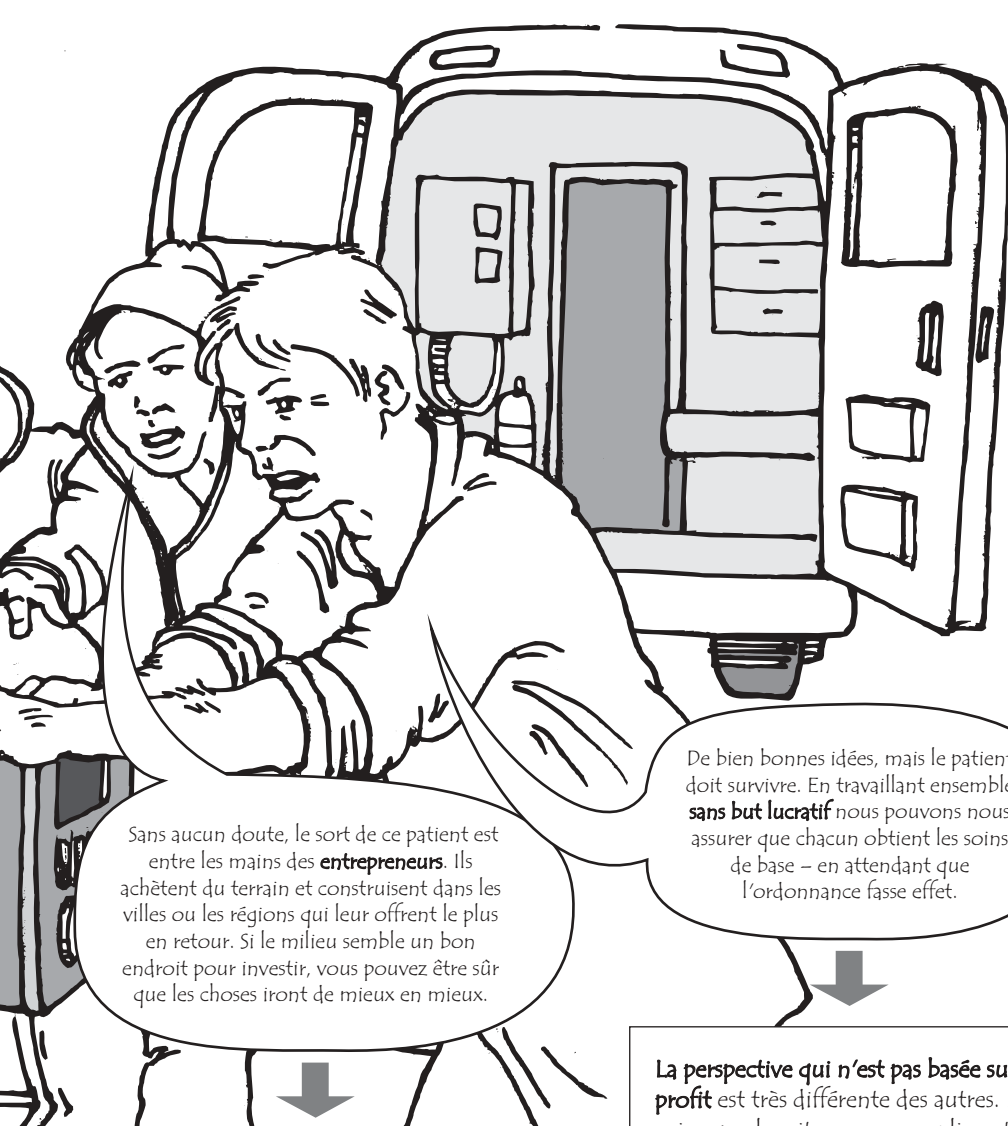
C'est **la perspective gouvernementale**. Lorsque l'entreprise privée n'est pas intéressée à investir quelque part ou dans un domaine précis, le gouvernement prend la relève. Parfois, les incitatifs gouvernementaux comme les subventions, les prêts ou les réductions de taxes permettent aux entreprises de fonctionner à moindres coûts et de prendre moins de risques. Le gouvernement peut payer pour certaines choses (formation, autoroutes ou aéroports) ce qui permet à l'entreprise de faire plus facilement des profits. Le soutien du gouvernement aide également les gens à tenir le coup pendant qu'ils attendent qu'une nouvelle entreprise commence à embaucher.

Cette perspective présente cependant deux problèmes importants. D'abord, le gouvernement ne sait pas ce qui se passe dans chacune des collectivités et il peut arriver que l'argent des programmes ne soit pas utilisé aux bonnes fins ou investi au bon moment.

Le second problème, c'est que les gouvernements changent. Chacun décide d'encourager diverses industries dans différentes régions du pays. Si les incitatifs et les programmes gouvernementaux prennent fin, les industries vont, elles aussi, fermer leurs portes.

Il y aurait beaucoup à dire sur **la perspective des petites entreprises**. Elles créent des emplois localement. Les propriétaires de petites entreprises ont tendance à dépenser localement et encouragent leurs concitoyens à faire de même. Gérer une petite entreprise peut aider une personne à devenir plus autonome, plus créative et plus énergique.

Le problème, c'est qu'il est très difficile d'améliorer les conditions d'une collectivité une personne à la fois. Une petite entreprise ne peut pas s'installer n'importe où quelles que soient l'énergie et l'habileté de la personne qui la dirige. Comme le poisson qui doit nager en eau claire, les petites entreprises doivent s'installer dans un environnement où les consommateurs et les fournisseurs leur sont favorables et où le crédit et l'investissement en capital sont disponibles. Sans cela, elles vont finir par « flotter sur le dos ».



Sans aucun doute, le sort de ce patient est entre les mains des **entrepreneurs**. Ils achètent du terrain et construisent dans les villes ou les régions qui leur offrent le plus en retour. Si le milieu semble un bon endroit pour investir, vous pouvez être sûr que les choses iront de mieux en mieux.

De bien bonnes idées, mais le patient doit survivre. En travaillant ensemble **sans but lucratif** nous pouvons nous assurer que chacun obtient les soins de base – en attendant que l'ordonnance fasse effet.

C'est **la perspective de l'entrepreneuriat** sur la question. Elle se tient, si la communauté est déjà prospère. Elle attirera les entrepreneurs qui construiront des appartements, des centres commerciaux et des magasins à grande surface. Les gens achèteront ou loueront des locaux et ils viendront y magasiner.

Mais quoi faire si votre collectivité n'est pas prospère ou pas « suffisamment prospère » ? Vous pouvez tenter d'attirer les entrepreneurs en offrant des terrains à bas prix, des réductions de taxes ou d'autres types d'incitatifs. Vous pouvez également vouloir attirer des entrepreneurs au point de ne pas tenir compte des dommages qu'ils pourraient causer à l'environnement. Ce sont là des coûts qu'il faut comparer aux avantages que représente la venue d'entrepreneurs dans une ville.

Finalement, une fois les édifices construits, ils pourraient demeurer vides. Il arrive aussi qu'ils soient construits un peu en dehors de la ville et que cela nuise considérablement au centre-ville.

**La perspective qui n'est pas basée sur le profit** est très différente des autres. Elle exige que les citoyens « remplissent les trous » dans lesquels les autres tombent. Avec des subventions spéciales et des dons, on peut construire des maisons et avoir accès à la nourriture, aux vêtements et à la formation. On peut, entre autres, défendre les droits des opprimés. La grande force de cette perspective est de mettre l'accent sur les personnes plutôt que sur le profit.

Mais c'est également une grande faiblesse. Cette approche d'aide aux collectivités les plus pauvres repose sur des dons provenant des individus, des organismes et des gouvernements. Il faut beaucoup de travail, année après année, pour trouver de l'argent et des bénévoles. Plus il y a de gens qui « passent entre les mailles du filet », plus les organismes sans but lucratif sont en concurrence pour obtenir des dons et des subventions. En conséquence, il n'y a pas assez d'argent pour tout le monde.

Chacune de ces perspectives nous permet de mieux comprendre pourquoi certaines collectivités sont pauvres et comment elles pourraient s'en sortir. Mais chacune propose une vision étroite de **ce qui motive** une communauté à survivre et des **éléments qui assurent** cette survie.

Elles laissent l'avenir de la communauté entre les mains de quelques étrangers ou de quelques initiés qui en ont les moyens. Elles portent sur une chose à la fois (construire par exemple). Elles visent habituellement à obtenir rapidement des résultats, même si plusieurs collectivités sont en difficulté depuis des années.

Aujourd'hui les collectivités pauvres ont besoin de beaucoup plus. Une sagesse qui découlerait de ces cinq perspectives et que l'on combinerait avec une meilleure compréhension de ce que sont **la communauté et l'économie** ...



# Développement économique communautaire

Selon la **perspective du développement économique communautaire**, l'ensemble de la collectivité doit jouer un rôle important dans sa propre relance. Selon la perspective du développement économique communautaire ...

Les intuitions, les besoins, les habiletés et les intérêts du **plus grand nombre possible** de citoyens locaux doivent servir de base à un plan d'action à long terme et à large portée.

On doit agir **maintenant** tout en comprenant qu'il n'y a pas de solution miracle. Cela prendra des années d'efforts pour que la collectivité reprenne le dessus.

La collectivité doit agir plus efficacement dans **plusieurs domaines** : établir de nouveaux commerces et prendre de l'expansion ~ rendre les prêts et l'investissement en capital disponibles ~ planifier et faire de la recherche ~ construire des routes, des écoles et d'autres « biens publics » ~ améliorer les compétences et le leadership. Le progrès de chacun de ces éléments est lié à celui des autres éléments.

**La propriété locale** qu'il s'agisse de la collectivité ou d'individus est la meilleure façon de renforcer une communauté. Mais les compétences et les ressources de l'extérieur sont également essentielles.

**La clé**, c'est d'améliorer la capacité des personnes et des organismes locaux de planifier avec sagesse, de mettre en oeuvre les décisions avec compétence et d'apprendre de leur expérience afin de construire un avenir qui corresponde à leurs valeurs, à leurs besoins et à leurs priorités. Cette **capacité** est une compétence en soi.

Les personnes et l'environnement ne sont pas faits pour être au service de l'économie. En fait, **le but principal** de l'économie est de **protéger les personnes et l'environnement**. Le développement économique communautaire est une façon de lier à nouveau l'économie, l'environnement et les relations sociales. (Voir le Guide de la personne avertie no 1, « À l'origine du problème ».)

Lorsqu'une ville ou un quartier se désintègre (ce qui arrive souvent aujourd'hui), est-ce raisonnable de s'attendre à ce que quelques personnes, programmes ou entreprises en assurent la survie ? Une grande entreprise ou un magasin à grande surface peut-il relancer à lui seul l'économie d'une ville ou d'un quartier ?

L'ensemble de la communauté est en détresse. C'est donc l'ensemble de la communauté qui doit avoir son mot à dire et un rôle à jouer dans la relance. C'est ce qu'on appelle **la perspective du développement économique communautaire**.



Permission d'utiliser les photos (en-tête) : Ray of Hope, Canadian Co-operative Association, Opportunities 2000, LifeCycles Project Society  
Concept et texte : David LePage (Fast Track to Employment), Michelle Colussi, Mike Lewis, Don McNair (Centre for Community Enterprise). Art : Don McNair

Cette première série de Guides de la personne avertie a été financée grâce à la générosité de

 **VanCity Community Foundation**

 Canadian Heritage  Patrimoine canadien

 **Association des Francophones du Nord-Ouest de l'Ontario**

Vous avez des questions ? Vous voulez des copies ?  
Pour en savoir davantage sur les Guides de la personne avertie, consultez le [www.cedjworks.com/IGs](http://www.cedjworks.com/IGs)